

**PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE**  
**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**  
**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME**

**ARRÊTÉ N° DEB12001/509**

portant autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière de basalte  
sur le territoire de la commune de Sainte Marguerite

*Le Préfet de la Haute-Loire ;*

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1-1-73-89 du 14 février 1973 ayant autorisé la société S.A. CHAMBON à poursuivre l'exploitation d'une carrière de basalte sur le territoire de la commune de Sainte Marguerite, au lieu-dit "Cartalade Basse" ;

VU la demande présentée le 28 novembre 2000 par la société S.A. CHAMBON, représentée par M. Philippe Chambon, président directeur général, en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation de cette carrière ;

VU les plans et documents annexés à la demande ;

VU l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 6 février 2001 qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> mars 2001 au 31 mars 2001 sur le territoire des communes de Sainte Marguerite, Collat, Josat, La Chapelle-Bertin, Varennes-Saint-Honorat, Jax, Mazeyrat-Aurouze et Chassagnes ;

VU le registre de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2001 fixant un délai complémentaire pour statuer sur la demande ;

VU les rapport et proposition de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis de la commission départementale des carrières lors de sa séance du 3 octobre 2001 ;

.../...

**CONSIDERANT** que l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients du projet peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les dispositions prévues dans le dossier de demande pour la poursuite de l'exploitation de cette carrière existante, et en particulier la création d'un talus protecteur en limite sud-est, de bassins de rétention des eaux pluviales et la suppression des installations de traitement fixes existantes vont dans le sens d'une réduction de l'impact visuel, des niveaux sonores et du risque de pollution des eaux ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de contrôles, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers, les inconvénients et les nuisances de la carrière et de ses installations annexes au regard des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 – NATURE DE L'AUTORISATION**

La société S.A. CHAMBON, dont le siège social est à Paulhaguet, est autorisée à poursuivre et étendre, sur le territoire de la commune de sainte Marguerite, aux lieux-dits "La Coste", "La Cartalade Haute", "La Cartalade Basse", "Champ Redon", "Chabrilade" et "La Roche", une carrière à ciel ouvert de basalte et les installations annexes de premier traitement des matériaux, dont les activités au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont répertoriées comme suit :

<b>NATURE DE L'ACTIVITE</b>	<b>RUBRIQUE</b>	<b>CAPACITE</b>	<b>REGIME (1)</b>
Exploitation de carrière	2510-1	100 000 t/an 106 000 m <sup>2</sup>	A
Installations de broyage, concassage, criblage de matériaux	2515-1	500 kW	A

(1) A : AUTORISATION - D : DECLARATION - NC : Non classable (seuil de classement non atteint)

La présente autorisation vaut également récépissé pour les activités soumises au régime de la déclaration.

L'exploitation est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des éléments du dossier de la demande qui ne lui sont pas contraires.

.../...

## **ARTICLE 2 – DUREE – LOCALISATION**

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Conformément au plan annexé, l'autorisation d'exploiter la carrière porte sur les parcelles cadastrées section AE numéros 145 pp, 146, 147, 191 à 194, 199 pp, 201 à 206, 207 pp, 209 pp, 210, 211 pp, 213 à 215, 221 pp, 256 et section AC numéros 94, 154, 155 de la commune de Sainte Marguerite, représentant une surface approximative de 106 000 m<sup>2</sup>.

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire et/ou des contrats de forage dont il est – ou sera – titulaire.

## **ARTICLE 3 – AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES**

### **3-1 – Affichage**

Le permissionnaire devra mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractère apparent :

- son identité,
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

### **3-2 Bornage**

Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation sera matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.

L'une de ces bornes, fixe et invariable, sera nivelée par référence au nivellement général de la France (N.G.F.).

### **3-3 Clôture**

Le pourtour de la carrière sera fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement (ronces artificielles – câble – grillage... etc.). Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes.

Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part de loin en loin le long de la clôture. Ces pancartes indiqueront suivant le cas : DANGER – CARRIERE – INTERDICTION DE PENETRER – EBOULEMENT – CHUTE DE BLOC – TIR DE MINES ... etc.

### **3-4 Plate-forme engins**

Une plate-forme étanche pour l'entretien et le ravitaillement des engins mobiles sera réalisée. Elle formera rétention permettant ainsi la récupération totale des liquides polluants accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'elle pourra recevoir.

Ces liquides récupérés seront soit traités comme des déchets dans les conditions fixées à l'article 13, soit rejetés au milieu naturel après passage dans un décanteur récupérateur d'hydrocarbures dimensionné pour respecter les normes de rejet précisées à l'article 9-5.

### **3-5 Accès**

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

L'intersection de la voie d'accès et de la R.D. 4 devra être stabilisée. A ce niveau, un système d'évacuation et de récupération des eaux pluviales devra être mis en place en accord avec la subdivision de la direction départementale de l'équipement. Le talus de la voie d'accès sera remis en état et stabilisé.

L'accès direct sur la V.C. 2 devra être amélioré suivant les prescriptions émises par la commune.

Une signalisation verticale indiquant la carrière et les sorties de véhicules poids-lourds sera mise en place sur la R.D. 4.

### **3-6 Capacité de rétention des eaux pluviales**

Une ou des capacités de rétention étanches pour recueillir les eaux pluviales ruisselant et susceptibles d'entraîner des matières en suspension, seront créées au point bas du carreau.

Ces capacités doivent être capables de contenir les eaux d'une précipitation exceptionnelle de 150 mm. Elles seront dimensionnées et adaptées à la progression des surfaces en chantier.

Ces eaux ainsi recueillies seront évacuées dans le milieu naturel par pompage de relevage après traitement adapté. La qualité des rejets sera conforme aux termes de l'article 9-5 ci-après.

### **3-7 Suppression des anciennes installations**

Les trémies existantes en bordure de la V.C. 2 seront supprimées, les vestiges évacués et le secteur correspondant réaménagé par talutage et plantations.

## ARTICLE 4 – DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

Dès que les aménagements préliminaires prévus à l'article précédent auront été réalisés, le permissionnaire le déclarera au préfet, en mentionnant la date de début des travaux de reprise d'exploitation de la carrière. Cette déclaration, adressée au préfet en 3 exemplaires en vue de procéder à la formalité prévue au 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 23-1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, confirmera les aménagements réalisés et leurs principales caractéristiques.

Cette formalité concernant la publication de cette déclaration fixe le délai, pour les recours contentieux des tiers, prévu à l'article L 514-6 du code de l'environnement.

A cette déclaration sera joint l'acte de cautionnement solidaire attestant la constitution de la garantie financière.

## ARTICLE 5 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION

### 5-1 – Principe d'exploitation

L'exploitation devra être conçue, organisée et conduite de façon à permettre une bonne insertion de la carrière dans le paysage et à réduire son impact visuel en tenant compte de la vocation et du devenir des terrains exploités.

Elle devra être menée dans le respect des mesures de sécurité et de police applicables aux carrières, et notamment l'ensemble du Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E.).

La production sera limitée à 100 000 t/an. Au cas où l'exploitant prévoirait de dépasser ce seuil, il devra en faire la déclaration préalable au Préfet.

### 5-2 – Déboisement – défrichage

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains seront réalisés au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. La surface déboisée à l'avant du front ne sera jamais supérieure à (1 ha).

### 5-3 Décapage – découverte

Le décapage des terrains sera réalisé au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation.

Les opérations de décapage et de stockage provisoire des matériaux de découverte seront réalisées de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles.

Ces terres et déblais seront réutilisées le plus rapidement possible, éventuellement au fur et à mesure, de la remise en état du site. Afin de préserver leur valeur agronomique, la terre végétale sera stockée sur une hauteur inférieure à 2 m. Ces stocks seront constitués par simple déversement, sans circulation sur la terre ainsi stockée.

La commercialisation de la terre végétale est interdite.

.../...

#### **5-4 – Extraction**

La poursuite de l'extraction sera conduite suivant le phasage proposé dans l'étude d'impact en progressant dans le sens est-ouest. Conformément au plan annexé, l'essentiel de la parcelle AE 146 et la moitié est de la parcelle AE 221 ne seront pas exploités.

Le gisement sera exploité jusqu'à la cote NGF 640 m en trois gradins correspondant aux trois niveaux géologiques. En application de l'article 63.1 du décret 95-694 du 3 mai 1995, la hauteur des deux gradins inférieurs pourra dépasser 15 m, sans toutefois excéder 20 m, afin de respecter la disposition géologique et ainsi la cohérence des matériaux.

Le sous-cavage est interdit.

Le front de taille sera régulièrement visité, au moins une fois par semaine, et après chaque tir de mines. Il sera purgé en tant que de besoin.

L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) sera interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger sera également signalé par pancartes.

#### **5-5 – Aménagement – entretien**

Un talus protecteur d'une hauteur minimale de 4 m sera créé le long de la limite sud-est de l'exploitation, en continuité avec les talus existants, dans un délai maximal de deux mois après la reprise d'exploitation. Il sera végétalisé rapidement avec des essences d'arbres et d'arbustes autochtones.

La partie du chemin rural "de la Vizade" située au sein du périmètre autorisé sera déplacée en limite nord de ce périmètre afin de maintenir la desserte des parcelles limitrophes.

La végétation existante en bordure des zones concernées par l'extraction devra être conservée.

Les pistes devront être conformes au Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E. – titre véhicules sur piste). En particulier aucune piste ne devra comporter de pente supérieure à 20 %. Une attention particulière sera portée à la circulation des piétons le long des pistes.

Le carreau de la carrière sera constamment tenu en bon état. Les vieux matériels, ferrailles, bidons, pneumatiques et tous autres résidus ou déchets ne devront pas s'y accumuler. Ils seront traités et éliminés comme il est précisé à l'article 13 ci-après.

#### **5-6 – Explosifs**

L'utilisation des explosifs est subordonnée à la réalisation d'un plan de tir validé par l'exploitant.

Ce plan de tir et la mise en œuvre des explosifs sur le chantier prendront en compte les effets des vibrations et l'impact sonore. Les vibrations mécaniques devront respecter les prescriptions de l'article 12 ci-après.

Le plan de tir mentionnera en particulier, la profondeur et le diamètre de foration, la maille, la charge d'un trou, la charge de la volée d'allumage et la charge totale maximale du tir.

L'exploitant prendra toutes les dispositions utiles lors des tirs pour assurer la sécurité du personnel et la sécurité publique.

## **ARTICLE 6 – REMISE EN ETAT**

### **6-1 – Principe**

La remise en état consiste en une insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site. Par ailleurs le site sera laissé dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénients pour l'environnement (nuisances – pollutions).

La remise en état sera effectuée au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction conformément aux indications figurant dans l'étude d'impact du dossier de la demande.

D'une manière générale les stériles de la découverte et de l'exploitation seront réutilisés le plus rapidement possible au modelage des terrains déjà exploités.

### **6-2 – Mesures particulières**

Les angles vifs des gradins seront cassés et arrondis par un dernier minage incliné en partie supérieure et par conservation en pied des matériaux abattus afin de diminuer la hauteur globale du front et créer un relief irrégulier permettant de rompre la régularité linéaire des fronts.

Les talus ainsi créés en pied de front seront recouverts de matériaux de décapage, puisensemencés à partir d'arbres et d'arbustes d'essences locales.

Un secteur de falaise de l'ordre de 15 m de haut et 20 m de large pourra toutefois être conservé afin de favoriser le retour d'oiseaux remarquables.

Toutes les zones planes recevront, après éventuellement scarification du terrain, un épandage de matériaux terreux sur une épaisseur de 10 à 20 cm, puis un engazonnement et des plantations de même nature que sur les talus en pied de front.

### **6-3 – Fin d'exploitation**

En fin d'exploitation la remise en état, telle que décrite ci-avant, sera achevée. De plus, les constructions telles que massifs d'ancrage, rampe d'accès, silos, installations diverses... seront démantelées et rasées.

Seules les structures ayant une utilité après l'abandon de l'exploitation seront conservées.

Les fronts de taille seront mis en sécurité (à préciser : purge ...).

L'emprise de la carrière sera débarrassée de tous les vieux matériels, objets et matériaux divers, déchets qui pourraient s'y trouver. Ils seront traités et éliminés comme des déchets conformément aux termes de l'article 13 ci-après.

Les réservoirs ayant contenu des liquides susceptibles de polluer les eaux notamment les réservoirs d'hydrocarbures seront vidés, nettoyés et dégazés. Ces produits seront traités comme des déchets. Les réservoirs aériens seront enlevés. Les réservoirs enterrés seront dans la mesure du possible enlevés, sinon ils seront neutralisés par remplissage avec des matériaux inertes (sable, béton maigre).

Les matériaux résiduels (stériles) seront régalez sur les surfaces non encore remises en état. Ils seront recouverts de terre arable puis végétalisés.

Un seul accès au site sera conservé.

La remise en état devra être terminée six mois après l'arrêt définitif de l'exploitation et en tout état de cause avant l'échéance de la présente autorisation, sauf dans le cas où une nouvelle demande d'autorisation de poursuivre l'exploitation aura été sollicitée.

## **ARTICLE 7 – SECURITE PUBLIQUE**

### **7-1 – Accès sur la carrière**

Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, seront maintenus en bon état.

Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière sera contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.

En dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés.

### **7-2 – Distances limites et zones de protection**

Les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute leur hauteur.

## **PREVENTION DES POLLUTIONS**

### **ARTICLE 8 – DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution (eaux, air, sols), de nuisances par le bruit et les vibrations, et l'impact visuel.



L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique.

## **ARTICLE 9 – POLLUTION DES EAUX**

### **9-1 – Prélèvement d'eau**

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel seront munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Les indications affichées par ces dispositifs seront relevées tous les mois et inscrites dans un registre ouvert à cet effet. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **9-2 – Prévention des pollutions accidentelles**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué de récipients de capacité inférieure à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des récipients sans être inférieure à 1 000 litres, ou à la capacité totale si celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits à confiner et doit résister à l'action physique et chimique des fluides. Elle ne disposera pas d'écoulement gravitaire. Les liquides qui y seront accidentellement recueillis et les eaux de pluies seront retirés par relevage.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent en aucun cas être rejetés dans le milieu naturel. Ils devront être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

### **9-3 – Eau de procédé des installations**

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du périmètre de la carrière sont interdits. Ces eaux seront intégralement recyclées. Le circuit de recyclage sera conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Il sera prévu un dispositif d'arrêt de l'alimentation en eau de procédé de l'installation, qu'il sera possible d'actionner en urgence en cas de rejet accidentel de ces eaux.

### **9-4 – Eaux domestiques**

A défaut d'un raccordement au réseau d'assainissement collectif, les eaux des sanitaires seront dirigées vers un dispositif conforme aux prescriptions de l'arrêté interministériel du 6 mai 1996, fixant les dispositions techniques et administratives applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

### **9-5 – Qualité des effluents rejetés**

Les effluents rejetés dans le milieu naturel devront être exempts :

- de matières flottantes,
- de produit susceptible de dégager en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques,
- de substance capable d'entraîner la destruction du poisson en aval.

Ils devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée (proportionnel au débit) :

. pH	compris en 5,5 et 8,5	(NFT 90 008) <sup>(1)</sup>
. Température	inférieure à 30 °C	(NFT 90 100) <sup>(1)</sup>
. MEST <sup>(2)</sup>	inférieures à 35 mg/l	(NFT 90 105) <sup>(1)</sup>
. DCO <sup>(3)</sup>	inférieure à 125 mg/l	(NFT 90 101) <sup>(1)</sup>
. Hydrocarbures	inférieurs à 10 mg/l	(NFT 90 114) <sup>(1)</sup>
. Couleur (modification du milieu récepteur)		100 mg Pt/l.

(1) Normes des mesures

(2) MEST : matière en suspension totale

(3) DCO : demande chimique en oxygène sur effluent non décanté.

Ces valeurs devront toutefois être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur.

## **ARTICLE 10 – POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES**

Le brûlage est interdit, et notamment le brûlage des huiles usagées, des pneumatiques et tous autres déchets ou résidus.

L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière, ainsi qu'aux installations de traitement des matériaux (foration – piste de circulation – mise en tas des matériaux – chargement – etc...). En particulier il sera procédé à un arrosage des pistes en période sèche.

Les installations de traitement des matériaux devront être équipées de dispositifs de limitation d'émission de poussières aussi complets et efficaces que possible.

## ARTICLE 11 – BRUIT

L'exploitation de la carrière sera orientée et conduite – et les installations de traitement du matériau seront implantées, construites, équipées et exploitées – de façon qu'elles ne puissent engendrer de bruits susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

En dehors des tirs de mines, les bruits aériens émis par la carrière et les installations de traitement des matériaux, à 200 m du périmètre sur lequel porte la présente autorisation, seront limités à :

- 65 dB (A) de 7 H à 21 H sauf dimanche et jours fériés,
- 50 dB (A) de 21 H à 7 H ainsi que les dimanches et jours fériés.

En état de cause, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et le cas échéant en tous points des parties extérieures (cour – jardin – terrasse...) de ces mêmes locaux, l'émergence ne devra pas être supérieure à :

- 5 dB (A) de 7 H à 21 H sauf dimanche et jours fériés,
- 3 dB (A) de 21 H à 7 H ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble carrière et installations est en fonctionnement, et lorsqu'il est à l'arrêt.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré  $L_{Aeq}$  mesuré sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant.

Les mesures de bruit sont effectuées conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le périmètre de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Une mesure des niveaux sonores sera effectuée au cours de la première année d'exploitation de la carrière à proximité de la ferme "du Bos", après mise en place des installations de traitement derrière le talus protecteur visé à l'article 5-5. Le résultat de ce contrôle sera communiqué à l'inspecteur des installations classées avec tous les commentaires utiles. Une telle mesure sera renouvelée tous les trois ans.

## ARTICLE 12 – VIBRATIONS

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal est mesurée sur une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Ces prescriptions sont également applicables dans les zones autorisées à la construction dans les documents d'urbanisme opposables à la date de la présente autorisation.

Le respect des valeurs ci-dessus sera vérifié deux fois par an au point C2 défini sur le plan joint au présent arrêté, ainsi qu'au point C1 ou C3 selon la position du front de taille.

En fonction des résultats obtenus, le plan de tir sera le cas échéant adapté, et le nombre de mesures pourra être allégé en accord avec l'inspecteur des installations classées.

**ARTICLE 13 – DECHETS**

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées ou confiées à des entreprises agréées. En particulier, les huiles usagées seront confiées à un ramasseur agréé.

L'exploitant devra être en mesure de présenter à l'inspecteur des installations classées les justifications d'élimination des déchets. Il tiendra une comptabilité de tous les déchets produits et éliminés.

**PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES**

**ARTICLE 14 – RISQUES**

**14-1 – Consignes de sécurité et d'exploitation**

L'exploitant établira sous sa responsabilité et en tant que de besoin les diverses consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté ainsi que celles relatives à l'utilisation des équipements, aux modes opératoires, aux interventions de maintenance et de nettoyage, aux contrôles à effectuer périodiquement ou de façon exceptionnelle notamment à la mise en route ou à l'arrêt des installations, aux opérations dangereuses, aux procédures d'arrêt d'urgence, aux procédures d'alerte, etc...

Ces consignes seront tenues à jour. Elles seront affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et aux abords des installations et équipements concernés.

Ces consignes devront être distribuées au personnel. Elles seront régulièrement commentées et expliquées. De même, le point sera fait avec les ouvriers sur les notions de danger et de sécurité de l'ensemble de la carrière.

Les diverses consignes et instructions seront également regroupées dans le cahier de prescriptions.

#### **14-2 - Connaissance des produits - Etiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### **14-3 - Appareils à pression**

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement devront satisfaire aux dispositions du décret du 18 janvier 1943 modifié sur les appareils à pression de gaz.

#### **14-4 - Incendie**

L'exploitant pourvoit les installations et les matériels d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces équipements seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### **14-5 - Protection individuelle**

Sans préjudice des dispositions sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques et nuisances présentés par l'exploitation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

#### **14-6 - Installations électriques**

Les installations électriques seront réalisées par des personnes qualifiées, avec du matériel électrique approprié, conformément aux règles de l'art et suivant les textes et les normes en vigueur. Il en est de même des adjonctions, modifications ou réparations.

Les équipements métalliques (charpentes, réservoirs, cuves, canalisations, etc...) seront mis à la terre conformément aux normes applicables et compte tenu de la nature des produits.

Toutes les installations électriques doivent être maintenues en bon état. Les défauts et anomalies constatés seront supprimés dans les meilleurs délais.

Elles doivent être contrôlées après leur installation ou leur modification, puis vérifiées périodiquement par une personne ou un organisme agréé. La périodicité, l'objet et l'étendue de ces contrôles et vérifications ainsi que le contenu des rapports auxquels ils donnent lieu est fixé par l'arrêté ministériel du 25 octobre 1991 (titre ELECTRICITE du RGIE).

### **ARTICLE 15 – sans objet**

## **ARTICLE 16 – GARANTIE FINANCIERE**

### **16-1 – Montant de la garantie**

La garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter, une remise en état du site visant une insertion satisfaisante de la carrière dans son environnement.

Le montant de la garantie financière est fixé à :

<u>Période</u>	<u>Montant de la garantie</u>
0 – 5 ans	83 488 euros (547 645,38 F)
5 – 10 ans	80 655 euros (529 062,12 F)
10 – 15 ans	78 341 euros (513 883,27 F)
15 – 20 ans	82 372 euros (540 324,90 F)
20 – 25 ans	76 229 euros (500 029,46 F)
25 – 30 ans	77 143 euros (506 024,91 F)

La référence 0 des périodes étant la date de déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 4.

Ces montants seront automatiquement actualisés, sous la responsabilité de l'exploitant, sur la base de l'indice TP01 référence janvier 2001, soit 449,8. Cette révision interviendra pour fixer le montant réel de la garantie de la période considérée, qui devra figurer sur l'acte de cautionnement à produire. Cette révision interviendra également automatiquement durant la période considérée lorsque l'indice progressera de plus de 15 %.

Ces montants pourront, le cas échéant, être révisés si la conduite de l'exploitant ou la remise en état s'écarte notablement du schéma prévisionnel produit. Cette révision sera initiée soit par l'exploitant sur présentation d'un dossier motivé, soit par l'inspecteur des Installations Classées.

### **16-2 – Justification de la garantie**

La garantie financière sera constituée sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996.

L'attestation de garantie financière actualisée courant la première période sera adressée au Préfet en même temps que la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 4 du présent arrêté.

Les renouvellements successifs de la garantie financière actualisée courant les périodes suivantes seront également adressés au Préfet, au moins six mois avant l'échéance de la garantie en cours.

Indépendamment des sanctions pénales qui pourront être engagées, l'absence de garantie financière, constatée après mise en demeure, entraînera la suspension de l'autorisation.

### **16-3 – Appel à la garantie financière**

Indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être engagées, le Préfet fait appel à la garantie financière :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement,
- soit après disparition juridique de l'exploitant et absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.

### **16-4 – Levée de la garantie financière**

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne pourra être levée que par arrêté préfectoral après constat, par l'inspecteur des installations classées, de la remise en état conforme aux prescriptions de l'autorisation d'exploiter et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité.

## **DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 17 – MODIFICATION**

Tout projet de modification des conditions d'exploitation et de remise en état, des installations annexes de leur mode de fonctionnement, etc... de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande ou des prescriptions du présent arrêté sera porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 18 – INCIDENT – ACCIDENT**

Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du code l'environnement modifié ou ayant entraîné la mort ou causé des blessures graves à des personnes sera déclaré, sans délai, à l'inspecteur des installations classées. Il fera l'objet d'un rapport écrit transmis à ce dernier. Ce rapport précisera les origines et les causes de l'incident, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

## **ARTICLE 19 – ARCHEOLOGIE**

Toute découverte faite au cours de l'exploitation de la carrière pouvant intéresser l'archéologie, devra être préservée et devra faire l'objet d'une déclaration immédiate au Maire et au Service Régional de l'Archéologie.

Les agents de ce service auront accès sur la carrière après autorisation de l'exploitant. ils devront se conformer aux consignes de sécurité qui leur seront données.

## **ARTICLE 20 – CONTROLES**

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

## **ARTICLE 21 – SUIVI DE L'EXPLOITATION ET DE LA REMISE EN ETAT**

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel seront mentionnés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 m
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),
- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc...)

Ce plan sera mis à jour tous les ans.

Cette mise à jour concernera :

- l'emprise des infrastructures (installations – pistes – stocks...),
- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte – extraction – parties exploitées non remises en état...),
- l'emprise des zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.

Les surfaces de ces différentes zones ou emprises seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts – par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination de la garantie financière – seront mentionnés.

Ce plan et cette annexe seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, qui pourra en demander une copie certifiée à jour par l'exploitant.



## **ARTICLE 22 – DOCUMENTS – REGISTRES**

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation et notamment le dossier de la demande avec l'étude d'impact, les divers registres mentionnés au présent arrêté, les résultats des contrôles ainsi que les consignes devront être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées, ainsi que toutes justifications des mesures prises pour respecter les dispositions du présent arrêté.

## **ARTICLE 23 – VALIDITE – CADUCITE**

La présente autorisation, délivrée en application du code de l'environnement, ne dispense pas le bénéficiaire d'obtenir toutes autres autorisations exigées par les lois et règlements en vigueur.

Elle cessera de produire effet si la carrière n'est pas mise en exploitation dans les trois ans suivant la notification du présent arrêté ou si elle reste inexploitée pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Passé ces délais, la mise en exploitation ou la reprise de l'activité est subordonnée à une nouvelle autorisation.

## **ARTICLE 24 – HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL**

L'exploitant devra se conformer par ailleurs aux dispositions du Code Minier et ses textes d'application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs et de la sécurité publique.

L'exploitant doit recourir à un organisme agréé conformément aux termes de l'arrêté du 9 février 1990 pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de salubrité du travail.

Le cas échéant, le titulaire de la présente autorisation portera à la connaissance de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.

## **ARTICLE 25 – DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 26 – CESSATION D'ACTIVITE**

La cessation d'activité de la carrière et des installations de traitement des matériaux devra être notifiée au préfet six mois avant l'arrêt définitif qui en tout état de cause ne peut se situer après la date d'expiration de l'autorisation.

A la notification de cessation d'activité il est joint un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de la carrière ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et pour mettre et laisser celui-ci dans un état tel qu'il ne s'y manifeste pas de dangers ou d'inconvénients au regard des caractéristiques du milieu environnant.

### **ARTICLE 27 – PUBLICITE – INFORMATION**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Sainte Marguerite pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles la carrière et les installations annexes sont soumises, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum de un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tous les départements concernés par l'exploitation.

### **ARTICLE 28 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L 514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de la carrière et de ses installations présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration d'exploitation prévue à l'article 4 du présent arrêté ; les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 29 – DIFFUSION**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et publié au recueil des actes administratifs du département.

Une ampliation en sera adressée à :

- M. le maire de la commune de Sainte Marguerite chargé des formalités d'affichage
- Mme la sous-préfète de Brioude
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
- M. le chef de la subdivision de la DRIRE au Puy en Velay
- M. le directeur régional de l'environnement
- M. le directeur départemental de l'équipement
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- Mme le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine
- M. le directeur régional des affaires culturelles
- M. le directeur de la CRAM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

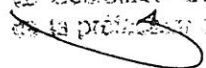
LE PREFET

Au Puy en Velay le 26 OCT 2001

Pour Ampliation  
Pour le Préfet  
Le Chef de Bureau

  
Chériane PASCAL












Sur le Préfet  
Le Secrétaire Général  


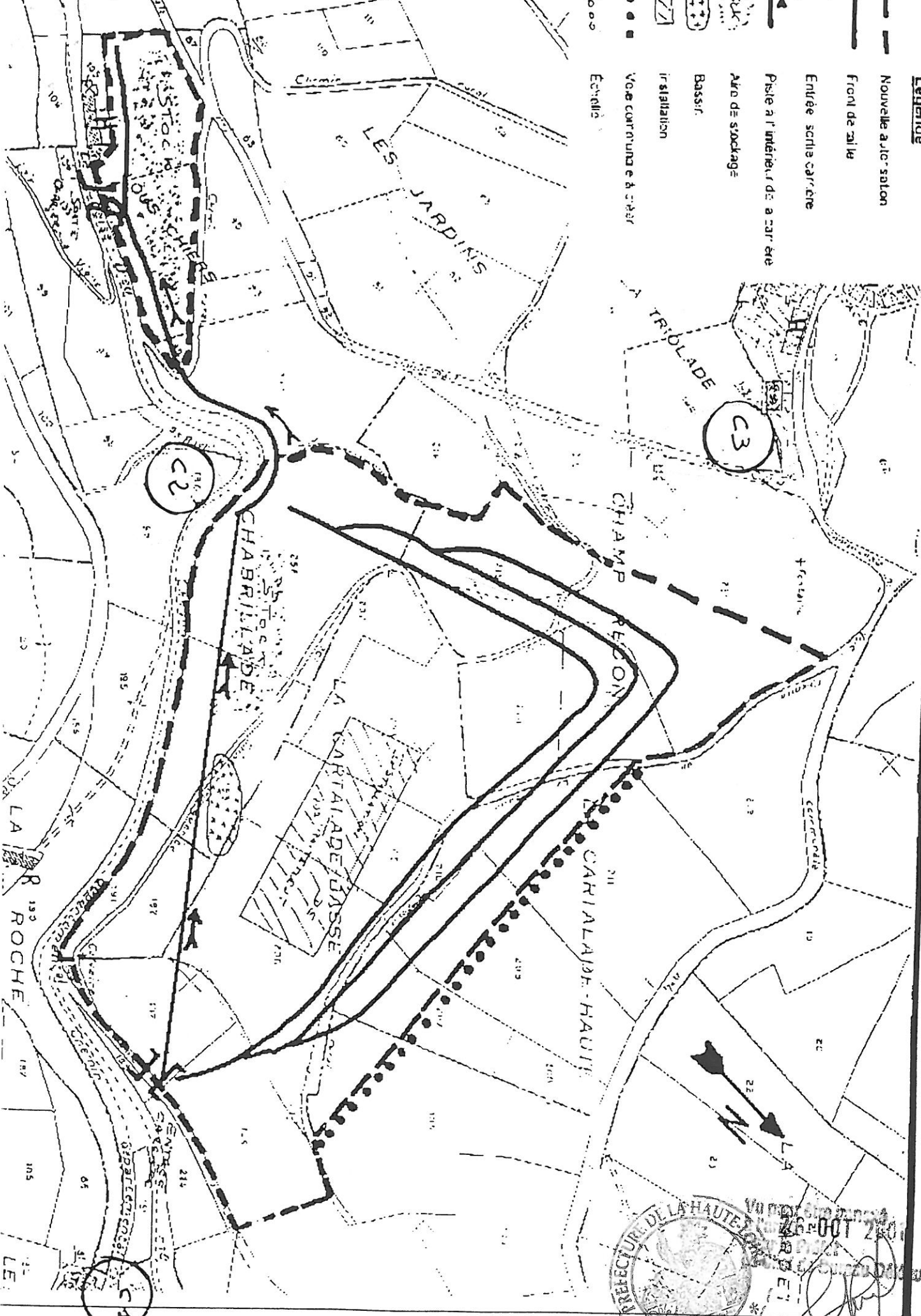
Thierry QUEFFELEC

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – NATURE DE L’AUTORISATION .....	2
ARTICLE 3 – AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES .....	3
3-1 – Affichage.....	3
3-2 Bornage.....	3
3-3 Clôture.....	3
3-4 Plate-forme engins .....	4
3-5 Accès.....	4
ARTICLE 4 – DECLARATION DE DEBUT D’EXPLOITATION.....	5
ARTICLE 5 – CONDUITE DE L’EXPLOITATION.....	5
5-1 – Principe d’exploitation .....	5
5-2 – Déboisement – défrichage .....	5
5-3 Décapage – découverte.....	5
5-4 – Extraction .....	6
5-5 – Aménagement – entretien.....	6
5-6 – Explosifs.....	6
ARTICLE 6 – REMISE EN ETAT .....	7
6-1 – Principe .....	7
6-2 – Mesures particulières.....	7
6-3 – Fin d’exploitation.....	7
ARTICLE 7 – SECURITE PUBLIQUE .....	8
7-1 – Accès sur la carrière.....	8
7-2 – Distances limites et zones de protection.....	8
ARTICLE 8 – DISPOSITIONS GENERALES.....	8
ARTICLE 9 – POLLUTION DES EAUX .....	9
9-1 – Prélèvement d’eau.....	9
9-2 – Prévention des pollutions accidentelles.....	9
9-3 – Eau de procédé des installations .....	9
9-5 – Qualité des effluents rejetés .....	10
ARTICLE 10 – POLLUTION DE L’AIR ET POUSSIERES .....	10
ARTICLE 11 – BRUIT .....	11
ARTICLE 12 – VIBRATIONS .....	11
ARTICLE 13 – DECHETS .....	12
ARTICLE 14 – RISQUES .....	12
14-1 – Consignes de sécurité et d’exploitation .....	12
14-2 – Connaissance des produits – Etiquetage.....	13
14-3 – Appareils à pression .....	13
14-4 – Incendie .....	13
14-5 – Protection individuelle.....	13
14-6 - Installations électriques.....	13
ARTICLE 15 – sans objet .....	14
ARTICLE 16 – GARANTIE FINANCIERE .....	14
16-1 – Montant de la garantie.....	14
16-2 – Justification de la garantie.....	14
16-3 – Appel à la garantie financière .....	15
16-4 – Levée de la garantie financière .....	15
ARTICLE 17 – MODIFICATION .....	15
ARTICLE 18 – INCIDENT – ACCIDENT .....	15
ARTICLE 19 – ARCHEOLOGIE .....	16
ARTICLE 20 – CONTROLES.....	16
ARTICLE 21 – SUIVI DE L’EXPLOITATION ET DE LA REMISE EN ETAT .....	16
ARTICLE 22 – DOCUMENTS – REGISTRES.....	17
ARTICLE 23 – VALIDITE – CADUCITE .....	17
ARTICLE 24 – HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL .....	17
ARTICLE 25 – DROITS DES TIERS .....	17
ARTICLE 26 – CESSATION D’ACTIVITE.....	17
ARTICLE 27 – PUBLICITE – INFORMATION .....	18
ARTICLE 28 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L 514-6 DU CODE DE L’ENVIRONNEMENT)	18
ARTICLE 29 – DIFFUSION .....	19

**Légende**

-  Nouvelle autorisation
-  Front de sape
-  Entrée schlie carrière
-  Poste a l'intérieur de la carrière
-  Aire de stockage
-  Bassin
-  Installation
-  Voie communale à char
-  Echelle



PRÉFECTURE DE LA HAUTE SAÔNE  
VILLE DE VESOUL  
LE 26 JUILLET 2002  
M. CARDET  
\* 02-BI  
M. CHATEL PASCAL

